

# TOCQUEVILLE MAGAZINE

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 638 mardi 24 novembre 2009**

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

---

**Le Frère André, surnommé le Saint Joseph de Montreal qui resta humblement toute sa vie portier de son monastère, le jour de ses vœux :**

**« Moi, Joseph-Alfred Bessette, frère André, tout indigne que je suis, appuyé néanmoins sur la divine miséricorde, et poussé par le désir de servir l'adorable Trinité, je fais au Dieu tout-puissant, les vœux de pauvreté, chasteté et obéissance selon les règles et constitutions de notre congrégation ... »**

---

## **EDITO**

### **MINIMA SOCIAUX**

**Nous devons à l'hebdomadaire Les 4 Vérités la liste impressionnante des 12 minima sociaux qui ont pour allocataires 3,3 millions de personnes.**

**Voici cette liste pour la honte des politiques qui les ont créés : revenu minimum d'insertion, allocation aux adultes handicapés, allocation supplémentaire vieillesse, allocation de solidarité aux personnes âgées, allocation de solidarité spécifique, allocation de parent isolé,**

**allocation supplémentaire d'invalidité, allocation temporaire d'attente, allocation d'insertion, allocation équivalent retraite-remplacement, allocation veuvage, revenu de solidarité.**

**Le principe des calamités de la « République Fromagère (R.F. Pour les intimes ! )» veut que lorsque les Hommes de l'État ont créé une calamité, ils ne tardent pas de créer une autre calamité pour soi-disant corriger la première. La calamité à laquelle ces gens voulaient porter remède étaient la paupérisation du peuple français. Pour corriger cette calamité ils en ont créé 12 autres qui sont ces allocations : elles piègent les bénéficiaires dans l'assistanat et dans le nuage des formalités.**

**M.P.**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

### **LA RUINE PAR L'ART CONTEMPORAIN**

**L'art contemporain est non seulement une insulte au bon sens mais également une occasion de ruine pour toute la population. Il est largement alimenté par la règle du 1 % qui impose aux organismes publics de consacrer 1 % de leurs dépenses d'investissement à de prétendues œuvres d'art.**

**Les FRAC ou fonds régional d'art contemporain sont les bras séculiers de cette entreprise de subversion. Un lecteur nous fait part de la pose de la première pierre d'une œuvre architecturale dans sa ville ; il « s'agit d'un trio de turbulences qui ne manquera pas d'interloquer le passant » (sic). L'on croit comprendre car c'est toujours difficile à comprendre dès lors que il s'agit d'art contemporain que le bâtiment veut concurrencer le centre Pompidou : ce qui est clair c'est qu'il va le concurrencer dans la laideur.**

### **VALERIE PECRESSE**

**Cette dame montre son véritable visage qui est pas celui de la Versaillaise traditionnelle qu'elle essaye jusqu'à présent de faire passer. Il s'agit de la propagande pour la contraception que Ségolène Royal veut développer dans la région Poitou-Charentes. La dame Péresse indique qu'il faut aussi que les garçons soient impliqués avec la propagande pour le préservatif.**

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

( Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent )

### **TAXE PROFESSIONNELLE**

**Je suis allé jeter un œil sur le site de l'Assemblée nationale, cet article 2 est délirant : il occupe la moitié de l'espace (je n'ai pas compté les pages) du projet de loi de Finances 2010 ; il est même complété par un article 2 bis (nouveau) de quelques lignes !**

**Francis DEMAY**

### **ET AUSSI**

**Ils sont nombreux dans notre pays, les yakafaucon.**

**les profiteurs de l'argent des contribuables, notamment les fonctionnaires de toutes sortes, tremblent de devoir réduire leurs dépenses convulsives ainsi que leur gaspillage.**

**la taxe professionnelle doit être supprimée et elle le sera sans état d'âme.**

**La remplacer par quoi? les entreprises ne sont pas là pour financer les dépenses publiques, de plus en plus faramineuses en raison des fonctionnaires attachés à leur statut et leur emploi à vie.**

**les entreprises doivent participer, comme les particuliers , aux dépenses d'infrastructures dont elles ont besoin et dont elle bénéficient, comme chacun des citoyens et dans les mêmes rapports, elles devront être taxées au titre du foncier et du construit.**

**Cela aura l'avantage de ne plus favoriser les grands groupes dont les sièges sociaux sont en région parisienne et dont la plus part des communes qui abritent leurs sites sont défavorisés.**

**Ainsi les parigots devront mettre, un peu plus et je le soutiens beaucoup plus pour combler ce transfert de finances aux communes et départements ruraux.**

**vous savez les ruraux et provinciaux qui payent leurs trains et métros, contrairement aux parigot dont l'état participe, c'est à dire nous provinciaux, aux financements .**

**il est normal de taxer les parigot et soulager et aider les provinciaux.**

## **ET ENCORE**

**Bonjour. Je lis vos réflexions sur la taxe professionnelle. Bien entendu, je les partage en grande partie. Le deuxième paragraphe, celui qui commence par « Des promesses mensongères ... » m'a donné l'idée de vous envoyer en pièce jointe, une lettre écrite à un président de Conseil général au sujet de la comptabilité publique. (excuses pour les deux fautes de frappe rectifiées après coup, lorsque j'ai envoyé copie à la gazette des communes). Vos textes, permettez-moi cette petite critique, sont toujours trop longs pour que j'en fasse profiter les lecteurs, de plus en plus nombreux de "Dihunomp". Ce sont surtout les digressions qui les alourdissent comme, par exemple aujourd'hui, le Grand Paris qui, à lui seul mérite évidemment de nombreuses remarques. Quant à la taxe professionnelle, il fallait évidemment supprimer cet impôt imbécile et destructeur du tissu industriel, mais il est bien évident que cette recette en moins pour les collectivités devait être compensée, au niveau de l'Etat par une réduction de ses dépenses d'une part, et par un autre transfert de recettes au niveau local en provenance de ressources existant déjà (TVA, TIPP, taxes sur les tabacs ou autres ) Amicalement.**

**Paul Chérel**

## **ET AUSSI**

**Très bien dit, comme à votre habitude**

**S'il est exact que les collectivités locales sont des systèmes de vols organisés par des pompes fiscales régionales pour alimenter les lances à inonder la populace de subventions sociales ( tout devient gratuit : cantines scolaires, cartes de transport, etc. ) et financer les orgies de dépenses d'infrastructures sociales destructrices de libertés : bus, tramways et TER sociales etc.**

**nous allons vers l'Apocalypse, ce n'est que le début ...**

**Amicales pensées**

**Dominique DUTOUR**

---

## **Chômage des jeunes : une génération sacrifiée ?**

**Après avoir été formée à grand frais par les contribuables français et par moi-même : primaire, secondaire, grande école (bac +5/6), ma fille émigre à New York, avec mari et enfants.....compétences, capitaux, capacité fiscale .....etc.**

**La France perd un cadre de haut niveau, Bercy un foyer fiscal d'environ 8/10000 euros d'impôts sur les revenus ! Somme à multiplier par cinq pour les cotisations sociales, CSG, taxes d'habitation, foncières, TVA etc....**

**Un contribuable qui fuit la France : C'est une perte pour notre pays, pour compenser l'état doit : soit augmenter les impôts de tous les Français ou faire de nouvelles dettes ! En fait, des impôts différés pour nos enfants, petits enfants.**

**Moi je perds enfants, petits enfants exilés vers des cieux plus cléments où la réussite n'est pas jalouée, diabolisée et où le fruit du travail n'est pas trop lourdement taxé.**

**En résumé, l'état devrait exercer avec rigueur ses fonctions régaliennes (ce qu'il ne fait pas) et redonner aux citoyens la liberté d'entreprendre (ce qui est difficile) : avec nos contraintes culturelles, fiscales, réglementaires, le tout pénalisé par des charges sociales très lourdes.**

**Résultat : Un grand-père désabusé par notre politique économique et industrielle atone.....écœuré par nos politiques qui en plus de persécuter financièrement et moralement les "riches", scie la confortable branche qui les nourrit et traitent de déserteurs ses enfants émigrés comme au bon vieux temps de la RDA.....**

**Nos jeunes qui sont les premières victimes de nos faiblesses, par un manque de courage qui leur assure un chômage de masse à plus de 20%, des dettes colossales fruits d'un égoïsme monstrueux.**

**Des gouvernements qui, depuis 30 ans, par manque d'audace, ne réalisent pas les réformes de structures indispensables pour la survie de notre pays.**

**Rappel : Le motif N° 1 de l'émigration de nos jeunes diplômés, c'est la faiblesse des offres d'emplois en France. La faiblesse des salaires nets, l'image démoralisante de nos industries en perte de compétitivités qui, soit périssent, soit pour survivre, délocalisent. Un avenir pas très radieux !**

**gerard.Gelé**

---

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

(A diffuser largement)

**LUNDI 23 NOVEMBRE 2009**

### **TAXE PROFESSIONNELLE**

**Donc, notre leader bien-aimé a décidé un beau matin de supprimer la taxe professionnelle. L'enfer fiscal français qu'il alimente largement au feu de son imagination débordante est toujours pavé de bonnes intentions. Apparemment, en effet, la suppression de la taxe professionnelle serait justifiée ; au risque de surprendre les lecteurs, nous allons voir en fait qu'elle ne l'est pas. En outre, si l'on voulait réellement la supprimer, il fallait agir autrement.**

**Dès l'annonce de l'événement, les courtisans se sont activés de multiples manières. Les uns, pour ne pas être en retard dans la flagornerie, ont salué le prétendu génie de la mesure. Les autres ont dû dans la hâte actionner leurs méninges pour imaginer comment remplacer cet impôt qui finance une grande partie des budgets des collectivités locales.**

**Des promesses mensongères ont été tout aussitôt lancées dans le public : les ressources perdues par les collectivités locales seraient retrouvées à l'équivalent par la création de nouvelles taxes ou par des transferts étatiques. C'est une promesse structurellement mensongère car, dans les usines à gaz incroyables du système fiscal français, personne ne sait jamais où va exactement l'argent et d'où il vient, ceci, malgré tous les jeux d'ordinateurs possibles.**

**Les phrases idiotes ont fleuri : nous savons que, s'il détruit les industries, le socialisme est expert dans la fabrication de telles phrases ; un énarque a dit : « la suppression de la taxe professionnelle assure l'avenir de la France » (sic). Un politique a renchérit : « Cette mesure sera un accélérateur de la sortie de crise ». !**

**Le projet de budget en préparation pour l'exercice 2010 comporte déjà, à ce titre, un article 2 de 235 pages avec 1257 alinéas. Et, comme personne n'est sûr de ce qui sortira au finish du chapeau présidentiel, il est déjà des députés et des sénateurs pour avancer qu'il faudra corriger le tout lors de l'inévitable loi de finance rectificative. Ainsi va la France nageant sur l'océan de l'incertitude juridique et fiscale comme quelqu'un s'englantant au piège d'une marée noire.**

**C'est dire l'intensité du désordre introduit par le bon plaisir présidentiel. Nous ne sommes évidemment nullement des fidèles de l'enfer fiscal français mais ce n'est certainement pas une bonne méthode que de toucher à quoi que ce soit avec tant de légèreté. Les budgets des collectivités et en conséquence tous ceux de leurs fournisseurs sont aujourd'hui dans le flou le plus total.**

**Parallèlement, le bon plaisir présidentiel impose la réforme de ces collectivités territoriales et superpose au chaos précédent le bouleversement résultant de ce projet de réforme. Cela part aussi d'une bonne intention mais, dès lors que, grosso modo, les compétences de ces collectivités territoriales seront maintenues et éventuellement amplifiées par des regroupements, la racine du mal, à savoir la possibilité et le quasi devoir de dépenser, sera toujours là.**

**Depuis ce remue-ménage, de nouvelles collectivités sont apparues ici ou là. Et, surtout, le même et super actif président s'est dépêché de prévoir la création d'une nouvelle, magnifique et superbe collectivité : le « Grand Paris ». Ce projet, s'il vient au jour, repose sur l'idée chimérique de concurrencer les grandes métropoles mondiales ; il ne s'explique, comme souvent, que par l'avidité des futurs détenteurs des fromages gigantesques qu'il recèlera ; j'ai souvent expliqué pourquoi et comment, à mesure que les organismes publics grandissent, la richesse et le statut des dirigeants explosent littéralement et se consolident, car ils se placent à l'abri de tout contrôle véritable. C'est une des explications, voire la seule, de la croissance exponentielle de l'Europe.**

**L'embrouillamini introduit par la perspective du changement dans les collectivités s'entremêle donc avec celui qui provient de la suppression de la taxe professionnelle. C'est le désordre au carré en quelque sorte : il est tel que les lecteurs non avertis de la presse ne peuvent absolument rien comprendre aux discussions techniques qui s'instaurent et qui ressemblent au débat sur le sexe des anges dans la lointaine et défunte Byzance ; ce rappel, au reste, n'est pas sans intérêt, car les querelles ont facilité à l'époque l'arrivée des Turcs qui ont tout ravagé.**

**Plusieurs remarques finales doivent être formulées.**

**D'abord des coûts phénoménaux ont été engendrés par la prétendue future réforme. Dans l'incertitude de tous les comptes publics nous ne saurons jamais leur montant ; ils sont d'autant plus importants qu'ils concernent des personnes normalement intelligentes qui pourraient créer de la richesse au lieu de galoper dans les palais nationaux à la recherche de chimères inconsistantes.**

**Il est mensonger de dire que la taxe professionnelle nuit aux entreprises et que sa suppression les sauvera. Elle n'est pas la seule à nuire, car aucun impôt n'est bon et tous les**

**impôts sont mauvais. Les futurs impôts qui remplaceront la taxe professionnelle nuiront aux entreprises de toutes les façons, soit directement quand elles les paieront, soit indirectement quand ce sont leurs clients ou leur personnel qui les paieront. Cela n'empêchera pas les organisations patronales, complices comme toujours de ces comédies, de se réjouir pour avoir obtenu à l'arraché telle ou telle petite faveur.**

**Personne n'a parlé de la suppression nécessaire des dépenses au niveau des collectivités locales, qui est pourtant l'essentiel. Rappelons, que ces collectivités locales, dont l'importance s'est considérablement accrue suite aux deux décentralisations, sont largement à l'origine de la paupérisation de la France. Supprimer les dépenses c'est d'abord supprimer les montants extravagants qui profitent aux élus et aux dirigeants de ces collectivités locales ; c'est aussi tailler dans le vif de leurs activités soit inutiles soit faisant double ou triple emploi avec d'autres.**

**Il en résulte que, dans le cas contraire, la suppression de la taxe professionnelle, accompagnée de la suppression des dépenses correspondantes, aurait pu alors apporter une aide massive aux entreprises et freiner les délocalisations.**

**Ce bon scénario est exclu avec le personnel politique en place.**

**En astronomie, un trou noir ne rend jamais la lumière qu'il arrive à capter. Pour bien montrer que la culture de la dépense publique est une de ses « valeurs », le pouvoir annonce fièrement qu'avec l'argent emprunté principalement aux étrangers il va prochainement jeter une brassée de milliards dans le trou noir des universités !**

**Michel de Poncins**

---

#### REMARQUE

Les flashes peuvent aussi être consultés

sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

## **CITATIONS :**

### **RONALD REAGAN :**

« Ce qui gêne dans le capitalisme, ce sont certains capitalistes. Ce qui gêne dans le socialisme, c'est le socialisme »

### **PROVERBE CHINOIS :**

« Un riche idiot est aux yeux du monde un riche très malin. Un pauvre idiot reste un pauvre idiot »

---

## **REVUE DE PRESSE**

### **LA POSTE**

Des chiffres viennent d'être publiés sur la poste. Avec un chiffre d'affaires de 18 milliards d'euros, la poste française affiche 6 milliards de dettes. Mais il faut compter avec le système de retraite qui n'est pas provisionné et qui est de l'ordre de 57 milliards d'euros en fait à la charge du contribuable. Cela fait partie de ces dettes cachées que personne ne connaît et qui s'ajoutent à l'endettement abyssal de la France

En outre sous prétexte de service public le service est de très mauvaise qualité : mauvaise distribution du courrier, accueil souvent déplorable au guichet, files d'attente interminables. 6500 bureaux de poste sont en activité moins de quatre heures par jour sur 17 500 bureaux. 2500 ne fonctionnent que moins de deux heures par jour : c'est le service public à la française. Pour ce qui nous concerne l'on sait bien que nous ne croyons pas à la notion même de service public et c'est bien la preuve que nous avons raison.

### **L'AIDE A L'AFRIQUE**

Nos lecteurs savent fort bien que l'aide occidentale à l'Afrique se perd dans les sables de la bureaucratie et de la corruption avec sans doute des rétro commissions pour les politiciens occidentaux.

**Dans la presse, il apparaît des chiffres qui confirment cette désolante situation. Mille milliards de dollars ont été donnés à l'Afrique par les pays développés au cours des 50 dernières années. Le plus souvent elle a aggravé la situation des pays bénéficiaires par des effets pervers : assistanat, endettement massif etc. Une économiste africaine a décrit tout ce processus dans un livre qui a reçu bon accueil aux États-Unis. Il n'est pas sûr qu'en France elle aurait trouvé un éditeur pour le publier.**

**L'aide accroît les batailles entre les tribus rivales qui se livrent avec acharnement à la course au pouvoir pour bénéficier de l'argent de l'aide. Cette économiste avoue que les spécialistes du développement à la banque mondiale au fonds monétaire international et dans les autres agences internationales savent fort bien tout cela et lui ont fourni les chiffres. Elle ajoute : « personne a le courage de dire que ce scandale doit cesser ». Le plus remarquable de tout est que les quelques Etats africains qui ne reçoivent pas d'aides ou très peu se développent bien plus rapidement que ceux qui reçoivent de l'aide.**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **UN NOUVEAU JOB**

**Qui a dit que la création d'emploi ne marchait pas. Il est prévu la création d'un nouvel emploi de fonctionnaires. Le Secrétaire d'Etat au logement a annoncé la mise en place dans les six prochains mois d'un « référent personnel » chargé de suivre chaque SDF. Il a détaillé également au journal gratuit 20 minutes un plan d'aide aux sans-abri qu'il a présenté le même jour. Qui va financer ces emplois nouveaux ? Chaque référent aura-t-il un seul SDF en charge ou plusieurs ? Mystère.**

**Nous rappelons qu'en France, la prospérité des restos du cœur reflète tristement la paupérisation du pays et que c'est une des seules industries qui marche vraiment ; il y a 1 500 000 travailleurs sociaux ce qui est une autre manifestation de cette paupérisation. Cet ensemble de faits, y compris celui des SDF démontre le désastre du socialisme.**

### **L'INTERDICTION DU CRUCIFIX**

**Les attaques de l'organisation européenne contre le christianisme continuent à se développer. La cour européenne de justice qui est composée de sept juges siégeant à Strasbourg a formulé une sentence interdisant les crucifix dans les écoles en Italie et, sans doute, ailleurs. Le Vatican évidemment a protesté hautement. Silvio Berlusconi lui-même a aussi protesté avec les autres partis politiques italiens. Ils reprochent en particulier à la sentence de ne pas tenir compte du fait que le crucifix est « un symbole universel des valeurs qui constituent le fondement de notre identité chrétienne ». Un recours a été lancé.**

## **EGALITE HOMMES-FEMMES**

**Les hommes ne seront jamais les égaux des femmes et vice-versa. Ce n'est pas l'avis de Xavier Darcos qui se fait le propagandiste de l'égalité professionnelle hommes-femmes. : « nous nous situons au 116e rang mondial et il faut une révolution culturelle pour que cette égalité, prévue dans la loi, devienne effective » a-t-il déclaré.**

**Il demande donc aux syndicats et au patronat de conclure avant le 15 février les négociations sur tout ou partie des points suivants : définir des règles simples sur les obligations de négocier des accords d'égalité, vers une meilleure place aux femmes dans l'entreprise en améliorant la cohabitation vie professionnelle et vie familiale ou en favorisant une plus grande présence de femmes dans les instances de direction.**

**Bien entendu s'il n'obtient pas satisfaction il promet une loi qui va contribuer comme toutes les autres lois de ce type a désorganisé les entreprises et à appauvrir la population.**

## **LA RUINE PAR LE CLIMAT**

**Qui aurait pu penser il y a une cinquantaine d'années que le climat servirait de champs de bataille entre ceux qui veulent ruiner les populations et ceux qui veulent garder leur liberté.**

**Et pourtant nous y sommes.**

**Lula, le Président Brésilien et Sarkozy viennent de tenir à Paris une conférence de presse pour montrer leur plein accord dans ce domaine. Il s'engagent pour assurer le plein succès de la prochaine conférence de Copenhague sur le réchauffement planétaire.**

**Les deux chefs d'État ont sonné l'alarme en annonçant leur intention d'unir leurs efforts pour obtenir un accord ambitieux dont ils ont décrit les grandes lignes dans un texte commun. Ils se rendent compte, pourtant, qu'en s'attachant à cette chimère les pays riches veulent en fait limiter le développement des pays pauvres. C'est pour cela qu'ils ont déclaré : « qu'il faut faire face au fardeau que le changement climatique ajoute aux défis du développement ». Ils espèrent faire capituler la Chine et les États-Unis devant leurs exigences. Nous souhaitons qu'ils se fracassent contre la réalité et que la Chine et les États-Unis résistent, quitte à inonder le monde de bonnes paroles.**

---

## **DOCUMENTS**

**Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.**

## Le rouleau compresseur des mesures technocratiques

*L'Insolent* 24 novembre 2009

### TROP DE RÉFORMES TUENT LA RÉFORME

Timidement, plusieurs demi-débats avaient commencé d'éclore, au sein même du parti dirigeant hexagonal. Ils ont vite avortés par le jeu de la discipline des groupes. Et, en date du 24 novembre, on pouvait lire la consternante nouvelle de

"La suppression de la taxe professionnelle votée au Sénat." (1)

#### Le pouvoir respire

Certains avaient pourtant espéré, vaguement, sans trop y croire, que la réforme constitutionnelle votée en 2008 allait permettre de sortir la Ve république de son carcan technocratique et plébiscitaire. Déjà, sous le gouvernement Raffarin on avait laissé miroiter une fantomatique espérance de décentralisation. Hélas, dès le départ, les conséquences de ces deux "réformes" en trompe l'œil se sont montrées à l'exact opposé de leur propos théorique.

Vous souhaitiez plus d'autonomie pour les collectivités locales, plus de responsabilité, plus de libertés ? Eh bien vous assisterez à un renforcement de leur mise sous tutelle par une administration centrale omniprésente.

Vous pensiez qu'on en finirait avec les textes incompréhensibles rédigés en langue administrative par des bureaucrates anonymes et irresponsables. Vous imaginiez qu'ils laisseraient enfin la place à des lois claires, moins nombreuses, élaborées dans le cadre de vrais débats publics ? Vous allez subir une énarchie encore plus opaque. Elle se révélera plus interventionniste et souvent plus cafouilleuse encore que par le passé.

L'affaire de la taxe professionnelle n'a donc pas fait exception. On aurait pu le croire devant le tollé déclenché par l'apparition du projet. Reprenons ainsi ce que *Le Canard enchaîné* publiait ce 4 novembre sous le titre : "Une taxe vraiment pas professionnelle" :

*"En rassemblant 23 sénateurs derrière lui pour s'opposer à la réforme de la taxe professionnelle, Jean-Pierre Raffarin a fait coup double. D'abord il a montré que son ex-rival "au plateau" (la présidence du Sénat) Gérard Larcher*

*"ne fait rien pour défendre les collectivités locales. Je veux montrer que les sénateurs savent se faire entendre, et que ce n'est pas seulement l'Assemblée qui fait bouger le gouvernement."*

*Deuxième cible de l'ébaubi du Poitou : Sarko et sa réforme. "Ce texte n'est ni fait ni à faire. Nicolas doit apprendre à ses conseillers à faire simple." Ce n'est pourtant pas compliqué...*

*La taxe professionnelle souffrait déjà de son effroyable complexité. Son remplacement partiel par une ribambelle de nouveaux impôts au calcul imbitable s'avère encore plus ésotérique. Place désormais à la "contribution économique territoriale" (décomposée elle-même en deux "cotisations différentes", à "l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau" (eau, téléphone, électricité...) ou à l'impôt sur "le matériel roulant" (trains et métros). Des règles encore plus obscures devraient présider à la répartition de ces nouvelles taxes entre les millefeuilles des collectivités locales. Pronostic de Philippe Séguin : "Un défi redoutable !" Y compris pour Sarko...  
Plusieurs parlementaires de la majorité pronostiquent même "un Vietnam."  
Pas moins."*

**Il m'a semblé intéressant de reprendre intégralement cet article court, dense et dur, mais finalement juste, d'abord parce qu'en démocratie, certes, on peut trouver le journal cité agaçant, voire très stupide ou très à gauche, mais on doit savoir se rendre compte des limites du pouvoir.**

**D'autre part la fronde de Raffarin, datée du début novembre peut paraître en elle-même un concept cocasse. Elle vient d'un personnage fort peu agressif, que l'on sait "sensuel et sans férocité comme les radicaux-socialistes". (2) S'exposer aux foudres de ce chanoine, voilà qui suppose de dépasser certaines bornes. Il en faut évidemment plus que pour provoquer une critique dans l'hebdomadaire satirique du mercredi.**

**Enfin, on aurait pu rêver, au moment où cet article fut publié, que nos chers dirigeants, réputés sensibles aux sondages d'opinion, remettent en cause le projet. Une souple et discrète porte de sortie aurait pu s'ouvrir grâce aux sénateurs. On l'aurait d'autant mieux imaginé que la Haute assemblée se veut, depuis la IIIe république, "le grand conseil des communes de France". Et puis, les passerelles philosophiques discrètes y transcendent ordinairement les affrontements politiques passagers entre la droite et la gauche.**

**Par ailleurs l'accueil fait au Premier ministre, et malgré l'absence du chef de l'État, à l'ensemble du gouvernement présent au congrès des maires de France le 17 novembre aurait dû faire réfléchir.**

**Eh bien pas du tout.**

**On ne veut même pas envisager de revenir sur une décision prise par ce qu'on appelle "Bercy". De cette citadelle anonyme, les ministres, comme le gris Wœrth, ne font office que de porte-parole dociles. Pas de discussion inutile dans les hémicycles. Silence dans les rangs. L'avez-vous entendu le petit homme du Budget ? Son unique et ultime argument : "Il faut donner de l'oxygène aux entreprises". Mais celles-ci, à l'arrivée, payeront plus, bien évidemment, comme lorsque M. Fourcade avait "supprimé" la patente... pour instituer la fameuse "taxe". Si "Bercy" voulait vraiment alléger le tribut des créateurs de richesse, on liquiderait les monopoles sociaux. On cesserait de taxer le travail et l'initiative. Tout le reste relève de la démagogie et de la langue de bois des hommes de carton.**

**La rouleau compresseur de la "réforme" s'est donc, une fois encore, raidi.**

**Le mot de "réforme" ainsi utilisé, dévalué, pour ne pas dire ridiculisé, désigne les nouveaux projets de lois s'empilant sur les textes précédents. Cela devrait inciter à une grande prudence. On l'a employé à toutes les sauces, en accélérant terriblement le rythme depuis 2007. Il paraît même que le chef de l'État en exercice lui doit son emploi actuel. Début 2008, conseiller d'un de ses prédécesseurs, l'homme protégé Attali, après avoir présidé un comité de réflexion supposé en préparer la substance publiait un livre de recettes. Les 300 propositions avancées à ce titre se voyaient, à leur tour, étrangement qualifiées de "décisions". On envisageait leur imposition arbitraire et sans débat parlementaire. Elles étaient supposées "changer la France".**

**Ses admirateurs ont qualifié l'auteur, par le passé, de "Kissinger français". Personne ne le prend pour un "Chateaubriand socialiste". On ne confondra pas non plus son œuvre avec celle d'Ernest Jünger, en dépit de ses efforts méritoires pour lui manifester par des "emprunts" l'intérêt qu'il lui porte. Mais comme il ne peut plus livrer les indiscrets "verbatim" de ses entretiens avec Mitterrand, on appréciera qu'il se jette enfin à l'eau et révèle les idées de ses interlocuteurs naturels : les technocrates.**

**À en lire l'intimidant catalogue (3) on comprend quand même plusieurs choses.**

**Pas besoin certes de ces gens pour savoir qu'un certain nombre de changements crient de longue date leur urgence dans l'intérêt du pays.**

**Mais, comme un corps malade peut, ou bien, évoluer vers la convalescence et la santé, ou bien vers l'aggravation du mal, puis la mort, le corps social d'une nation peut également hésiter entre le chaos et le redressement.**

**Avec certains chirurgiens et anesthésistes on doit souvent redouter le pire.**

**Ainsi le mot "réforme" appliqué à une vache présage-t-il les pires besognes de l'équarisseur. Au mieux, elle devient viande de bœuf.**

**Ainsi les visites d'incorporation se traduisant par un tel diagnostic auguraient-elles jadis de minces perspectives de gloire militaire. C'était, il est vrai, avant 1996 et la "réforme" Millon-Chirac faisant disparaître le service national.**

**Oui vraiment, trop de réformes tuent la réforme.**

**JG Malliarakis**

### **Apostilles**

- **Titre du quotidien "Le Monde" daté du 24 novembre**

- La formule appartient à feu Jean Rigaux (1909-1991) qui, un peu abusivement, pour rire, se qualifiait lui-même de la sorte.
- Commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali [le nom de ce dernier apparaît en lettres énormes sur la couverture] "300 décisions pour changer la France" la Documentation française, 334 pages, 2008.

---



---

## LE MAMMOUTH DE L'EDUCATION NATIONALE

### Opération " zappe ton prof " dans un lycée parisien

C'est parce qu'une enseignante veut faire cours que des élèves d'une classe de terminale technologique du lycée parisien Jean-Lurçat (13e arrondissement) tentent d'en changer. Claudine Lespagnol n'est pas une débutante. A 58 ans, dont huit dans l'établissement, elle n'a plus envie que les lycéens téléphonent ou envoient des SMS pendant ses cours d'anglais. Et ne souhaite plus voir *"des filles s'y maquiller, miroir en main, ou s'épiler le sourcil "*, situation que dénonce une autre enseignante de la même classe.

Claudine Lespagnol est, de son propre aveu, *"un peu sévère... enfin, si l'on considère que leur demander de ranger leur téléphone - sans le leur confisquer, puisque nous n'avons pas le droit -, c'est être sévère "*. Pour certains élèves, c'est insupportable.

Le 20 octobre, ils signent - à la quasi-unanimité de la classe - une lettre au proviseur dans laquelle ils lui *"conseillent vivement d'opérer un changement de prof "*. La proviseur aura eu beau leur expliquer son refus, le groupe ne lâche pas prise, et sous la signature *"la TSTG2 "*- terminale sciences et technologie de la gestion - adresse une missive au professeur, à qui ils viennent de voler une clé USB.

Ils lui conseillent *"de procéder à un changement d'attitude, et de cesser de faire des remarques à chaque fois que l'on a un téléphone entre les mains, car cela est une perte de temps.(...) Vous nous prenez trop au sérieux en nous engueulant à chaque cours "*. Singeant la rhétorique des bulletins scolaires, avant de descendre d'un cran leur registre de langage, ils ajoutent: *"Si ce n'est pas le cas et qu'il n'y a aucun effort de changement de votre part, nous n'avons plus que quelques mots à vous dire : allez vous faire enc... "* Mme Lespagnol a déposé une plainte pour cette lettre, les menaces verbales qui l'ont précédée, et le vol de sa clé USB.

Depuis jeudi 19 novembre, les enseignants de ce lycée de plus de 1 200 élèves ont débrayé. La proviseur est en arrêt-maladie. Lundi 23, l'inspecteur d'académie devait dire à la classe *"combien ces faits sont inacceptables "*. Mais il reconnaît que *"la sanction collective n'existe pas "*.

De leur côté, une partie des enseignants se trouvent bien peu soutenus par leur direction. Selon Marie-Hélène Fougeron, professeur et militante de SUD, aurait "été évoquée l'idée de changer l'enseignante d'anglais au nom de "la continuité du service public"". Reste à savoir si cette continuité du service public d'éducation, c'est d'être devant la classe ou bien d'assurer un cours.

Maryline Baumard

---

## JACQUES GARELLO

[http://www.libres.org/francais/editorial/110909\\_chute\\_mur.htm](http://www.libres.org/francais/editorial/110909_chute_mur.htm)

### LA FIN DE L'HISTOIRE

Jacques Garello, 9 novembre 2009

Après la chute du mur de Berlin, l'humanité pouvait espérer une période de paix et de prospérité. Le communisme avait failli, et à nouveau, comme le disait Jean Paul II, « l'Europe pouvait respirer avec ses deux poumons ». Jean Paul II y était bien pour quelque chose : il avait obligé le gouvernement polonais à le recevoir dans son pays, un million puis trois millions de personnes, à Cracovie et à Czeszokova, étaient venus acclamer celui qui incarnait et leur foi et leur amour de la liberté. Le premier craquement dans le bloc allait en appeler d'autres : en Hongrie, en Tchécoslovaquie et enfin dans le plus policier des régimes communistes, celui de la RDA.

A travers tous ces soulèvements populaires, chez tous ces martyrs comme Ian Palas ou le père Popieluszko, ce qui s'exprimait n'était pas la faillite d'un système d'économie dirigée, mais un témoignage de l'inhumanité d'un régime politique.

Pour avoir rencontré à l'époque des centaines d'étudiants à Prague, Cracovie, Moscou, Budapest, Bucarest, dans de nombreux séminaires organisés à leur intention dès 1989, j'atteste que ce qu'ils recherchaient n'était pas la société de consommation, mais la société de libertés.

Je suis étonné qu'aujourd'hui, peut-être par calcul, un grand nombre de commentateurs nous présente la chute du mur de Berlin comme l'issue d'une compétition entre systèmes économiques : capitalisme contre socialisme, marché contre plan. Car ce ne sont pas les pénuries qui traumatisaient les peuples de l'Est, mais le poids étouffant de l'Etat, du parti, de la police, et surtout le sentiment de ne plus être maître de son destin, confisqué par la société.

Les pénuries, on s'en accommodait, le marché noir rendait son office. Dans certains pays on bénéficiait même d'une certaine liberté économique ; j'avais remarqué après la vague des nationalisations françaises de 1981 que le secteur public était plus développé en France qu'en Hongrie. A Paris on nationalisait les banques, à Budapest des banques privées étrangères s'installaient. Nombreux sont ceux qui ont comparé la politique économique en URSS dans les années 1980 au mercantilisme du siècle de Louis XIV : les « kombinats » étaient la version soviétique des manufactures royales. « Capitalisme d'Etat » aurait dit Georges Marchais.

L'erreur des communistes n'était pas sur l'économie, mais sur l'homme : une erreur « anthropologique », une ignorance de la vraie nature de l'être humain, de sa vocation, de son intrinsèque dignité. Ou, si l'on préfère, il y avait erreur économique parce qu'en amont il y avait erreur anthropologique, car l'on ne prive pas l'homme de sa liberté, de son droit à l'initiative, de son esprit de création, de sa responsabilité et de sa propriété sans que cela n'ait des effets désastreux sur la production et les revenus.

Il serait donc historiquement et philosophiquement plus sain de voir la chute du mur de Berlin comme la victoire de l'humanisme sur le totalitarisme, des droits individuels sur le collectivisme.

En même temps, on pouvait saluer la fin de la guerre froide, et la route ouverte vers la liberté pour tous. A l'image de l'Europe, peut-être le monde entier retrouverait sa fraternité, la famille humaine se reconstruirait dans la paix. Dans ce contexte Francis Fukuyama écrivait dès 1989 « La fin de l'histoire », parce qu'un consensus universel sur la démocratie libérale pouvait désormais s'envisager.

A-t-on eu la fin de l'histoire ?

L'espoir a duré encore quelques années, années dominées par ces figures historiques que furent Jean Paul II, Ronald Reagan et Margaret Thatcher. La mondialisation perçait sous le libre échange, la Chine s'éveillait au commerce et à la finance, de jeunes nations émergeaient, le progrès humain et social semblait accompagner l'élan vers la liberté, l'Europe devenait un espace de communication et un immense marché, les Etats se trouvaient en demeure d'abaisser leurs frontières et d'affranchir leurs esclaves. Seule, la France faisait exception, et préférait un socialisme suranné et caricatural au libéralisme triomphant.

Puis, l'histoire a repris son cours, mais à l'envers. Très vite les marxistes exclus de la vie publique ont reconstitué leurs forces. Avec la Conférence de Rio, dès 1992, ils ont trouvé le nouveau cheval de Troie : les dangers qui menacent la planète. Ces rouges peints en verts ont simplement décliné le catéchisme qu'ils avaient récité dans leur jeunesse : le Nord contre le Sud, les nations bourgeoises contre les prolétaires, le commerce exploitant les pauvres, la finance corrompue, et derrière tout cela le Grand Satan des Etats-Unis, impérialiste, raciste : en un mot capitaliste.

Quelques années plus tard le monde est à l'écoute de Samuel Huntington : ce n'est pas l'harmonie universelle qui nous attend, mais au contraire le choc des civilisations.

**L'Occident n'est pas un modèle, il est un système en conflit avec d'autres systèmes : la percée du fanatisme religieux et du terrorisme, le néo-communisme d'Amérique Latine, les guerres tribales africaines sont autant d'occasion de dresser les hommes les uns contre les autres, et il faut être naïf pour croire aux vertus civilisatrices de la mondialisation économique.**

**A l'espoir succède la peur : peur de la catastrophe écologique magnifiquement illustrée par Al Gore, peur du terrorisme que les Etats ont du mal à contrôler, peur de la différence culturelle aussi bien que peur de la standardisation. .Et voici maintenant la grande peur : la peur de la crise, la peur du capitalisme !**

**Aujourd'hui, c'est l'heure des « idiots utiles », indispensables courroies de transmission de la Révolution Proletarienne expliquait Lénine. C'est l'heure de tous ces Occidentaux gavés de richesses et de privilèges, qui applaudissent à la « grande parade » dénoncée par Jean François Revel : le défilé des nouveaux prêtres de la religion socialiste, trop heureux de reconstruire les murs de la haine, de la lutte des classes, du national-socialisme. Les idiots utiles ont adoré Obama, ils refondent le capitalisme, ils vont semer le doute et la division pour mieux garder leurs trônes aseptisés.**

**Pour retrouver le sens de la chute du mur de Berlin, il faut donc remonter à la source : que faisons-nous de la liberté et de la dignité de la personne humaine ? Voulons-nous fonder la société sur la puissance ou sur la confiance ? Voulons-nous sacrifier l'épanouissement de la personne sur l'autel d'un bien commun chimérique ? L'histoire est sans fin, elle est écrite chaque jour par tous ces hommes et femmes de bonne volonté qui ont pour vocation de comprendre et de servir, et pour mission de démolir sans cesse des murs, pour que puisse passer le souffle de la liberté.**

---